

tive aux jours fériés, doit être accordée à la S.A. « Hagelands Rolluikenbedrijf », à Diest, pour qu'un nouveau régime de travail puisse être instauré dans l'entreprise;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux ouvriers de la S.A. « Hagelands Rolluikenbedrijf », à Diest, qui seront occupés conformément aux dispositions de l'article 2.1. de la convention d'aménagement du temps de travail, conclue le 30 octobre 1986 par la S.A. « Hagelands Rolluikenbedrijf », à Diest, et les représentants désignés par les travailleurs de l'entreprise et signée par le Ministre de l'Emploi et du Travail, et à leur employeur.

Art. 2. La procédure visée à l'article 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail ne doit pas être suivie pour l'introduction de l'horaire mentionné à l'article 2.1.1. de la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1^{er}.

Art. 3. § 1^{er}. L'employeur visé à l'article 1^{er} peut déroger à l'article 11 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

§ 2. La limite de onze heures par jour, fixée à l'article 27 de la même loi, peut être portée à douze heures maximum.

Cette limite de douze heures par jour entre également en considération pour l'application de l'article 29, § 2, de la même loi.

Art. 4. Par dérogation aux articles 4, 6 à 8, 11 et 14 de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, il peut être appliqué, en matière de jours fériés, un régime conforme à l'article 2.1.1. de la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1^{er}.

Art. 5. Les dérogations visées aux articles 2 à 4 ne sont accordées que pour la durée de l'expérience d'aménagement du temps de travail, telle qu'elle est décrite par la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1^{er} et cesseront d'être en vigueur le 1^{er} avril 1989 au plus tard.

Art. 6. Les dérogations visées aux articles 2 à 4 ne sont accordées que dans la mesure où la S.A. « Hagelands Rolluikenbedrijf », à Diest, respecte la convention d'aménagement du temps de travail visée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1987.

Art. 8. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET « MINISTÈRE VAN ONDERWIJS »

F. 87 — 1010

11 MAI 1987. — Arrêté royal
relatif à l'octroi du diplôme d'aptitude
à accéder à l'enseignement supérieur

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6, §§ 1^{er} et 3, et l'article 8, modifiés par la loi du 1^{er} août 1985;

arbeidsreglementen, van de arbeidswet van 16 maart 1971 en van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, opdat een nieuwe arbeidsregeling in de onderneming kan worden ingevoerd;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werklieden van de N.V. Hagelands Rolluikenbedrijf, te Diest, die zullen worden tewerkgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 2.1. van de overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd, gesloten op 30 oktober 1986 tussen de N.V. Hagelands Rolluikenbedrijf, te Diest, en de vertegenwoordigers die door de werknemers van de onderneming zijn aangesteld en medeondertekend door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, en op hun werkgever.

Art. 2. De procedure bedoeld bij artikel 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen moet niet worden gevolgd bij het invoeren van de uurregeling zoals vermeld in artikel 2.1.1. van de bij artikel 1 bedoelde overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd.

Art. 3. § 1. De bij artikel 1 bedoelde werkgever kan afwijken van artikel 11 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

§ 2. De grens van elf uren per dag, vastgesteld bij artikel 27 van dezelfde wet kan op ten hoogste twaalf uren worden gebracht.

Deze grens van twaalf uren per dag komt eveneens in aanmerking voor de toepassing van artikel 29, § 2, van dezelfde wet.

Art. 4. In afwijking van de artikelen 4, 6 tot 8, 11 en 14 van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, kan een regeling inzake de feestdagen worden toegepast overeenkomstig artikel 2.1.1. van de bij artikel 1 bedoelde overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd.

Art. 5. De bij de artikelen 2 tot 4 bedoelde afwijkingen worden enkel toegestaan voor de duur van het experiment tot aanpassing van de arbeidstijd, zoals omschreven door de bij artikel 1 bedoelde overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd, en houden op van kracht te zijn uiterlijk op 1 april 1989.

Art. 6. De bij de artikelen 2 tot 4 bedoelde afwijkingen worden enkel toegestaan voor zover de N.V. Hagelands Rolluikenbedrijf, te Diest, de overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd, zoals bedoeld bij artikel 1 van dit besluit, respecteert.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1987.

Art. 8. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

MINISTERIE VAN ONDERWIJS
EN « MINISTERIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 87 — 1010

11 MEI 1987. — Koninklijk besluit
betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma
dat toegang verleent tot het hoger onderwijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inzonderheid op artikel 6, §§ 1 en 3, en artikel 8, gewijzigd door de wet van 1 augustus 1985;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1976 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment les articles 47, 48 et 49;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier.
Dispositions générales
concernant les établissements d'enseignement

Article 1er. Dans les établissements d'enseignement secondaire de plein exercice, la délivrance du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, ci-après dénommé « le diplôme d'aptitude », incombe au conseil de classe compétent pour la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur en ce qui concerne l'enseignement secondaire de type I et au corps professoral compétent pour la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur en ce qui concerne l'enseignement secondaire de type II.

Art. 2. Le cas de chaque élève de la sixième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, porteur du certificat d'enseignement secondaire supérieur, est apprécié par le conseil de classe ou le corps professoral en vue de la délivrance du diplôme d'aptitude.

Art. 3. § 1er. Le conseil de classe ou le corps professoral de la sixième année d'études se réunit en séance spéciale au moins deux fois pendant l'année scolaire en vue de la délivrance du diplôme d'aptitude.

§ 2. Sans préjudice de l'article 4, les critères complémentaires à retenir pour l'appréciation des élèves sont fixés avant le 31 octobre de l'année scolaire en cours. Ces critères sont communiqués par écrit aux élèves et à leurs parents.

§ 3. Le conseil de classe ou le corps professoral décide à la fin du mois de juin de l'octroi du diplôme d'aptitude aux élèves qui obtiennent le certificat d'enseignement secondaire supérieur lors de la première session de l'année scolaire.

L'appréciation des élèves qui obtiennent le certificat lors de la seconde session, se fait dans le courant du mois de septembre.

Art. 4. Dans leur appréciation, le conseil de classe et le corps professoral tiennent compte :

- des résultats scolaires de l'élève;
- de sa capacité d'exploiter les acquis cognitifs;
- de sa maîtrise de la langue maternelle;
- de la maîtrise suffisante des aptitudes non cognitives indispensables à la poursuite des études dans l'enseignement supérieur avec succès; à cet égard on se base essentiellement sur le dossier scolaire des deux dernières années d'études;
- éventuellement de l'avis préalable du centre P.M.S., à condition que les parents l'y autorisent;
- éventuellement de l'avis des enseignants de la cinquième année d'études.

Art. 5. Le conseil de classe ou le corps professoral décide à la majorité simple des voix de l'octroi du diplôme d'aptitude. A parité de voix, le diplôme d'aptitude est octroyé.

Art. 6. Les décisions du conseil de classe ou du corps professoral sont actées dans un procès-verbal signé par le chef d'établissement et deux membres du conseil de classe ou du corps professoral.

Au cas où le diplôme d'aptitude n'est pas octroyé, la décision doit être motivée. Cette motivation doit figurer dans le procès-verbal.

Art. 7. Les réunions visées à l'article 3 sont présidées, sauf force majeure, par le chef d'établissement.

Art. 8. Les élèves auxquels le diplôme d'aptitude n'a pas été octroyé, ne peuvent pas être appréciés une seconde fois par le conseil de classe ou par le corps professoral.

Sans préjudice de l'article 9, ils peuvent obtenir le diplôme d'aptitude devant le jury d'Etat de l'enseignement secondaire supérieur conformément aux règles précisées au chapitre II du présent arrêté.

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid de artikelen 47, 48 en 49;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I
Algemene bepalingen betreffende de onderwijsinrichtingen

Artikel 1. In de inrichtingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan behoort de uitreiking van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, hierna genoemd « het bekwaamheidsdiploma », tot de bevoegdheid van de klasseraad bevoegd voor de uitreiking van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs voor wat het secundair onderwijs van het type I betreft en tot de bevoegdheid van het leraarskorps bevoegd voor de uitreiking van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs voor wat het secundair onderwijs van het type II betreft.

Art. 2. Elke leerling van het zesde leerjaar van het algemeen, het technisch of het kunstsecundair onderwijs, houder van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, wordt door de klasseraad of het leraarskorps beoordeeld met het oog op de uitreiking van het bekwaamheidsdiploma.

Art. 3. § 1. De klasseraad of het leraarskorps van het zesde leerjaar houdt in de loop van het schooljaar ten minste twee bijzondere vergaderingen met het oog op de uitreiking van het bekwaamheidsdiploma.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in artikel 4, worden voor 31 oktober van het lopende schooljaar de aanvullende criteria vastgelegd die bij de beoordeling van de leerlingen zullen in acht genomen worden. Die criteria worden schriftelijk meegedeeld aan de leerlingen en aan hun ouders.

§ 3. De klasseraad of het leraarskorps beslist op het einde van de maand juni over de toekenning van het bekwaamheidsdiploma van de leerlingen die in de eerste zitting van het schooljaar het getuigschrift van hoger secundair onderwijs behalen.

De beoordeling van de leerlingen die het getuigschrift in de tweede zitting behalen, vindt plaats in de loop van de maand september.

Art. 4. In hun beoordeling houden de klasseraad en het leraarskorps rekening met :

- de schoolresultaten van de leerling;
- zijn bekwaamheid om de verworven cognitieve vaardigheden effectief toe te passen;
- zijn beheersing van de moedertaal;
- het in voldoende mate bezitten van de niet-cognitieve vaardigheden die nodig zijn om in het hoger onderwijs met succes verder te studeren; hierbij wordt hoofdzakelijk gesteund op het schooldossier van de laatste twee leerjaren;
- eventueel het voorafgaandelijk advies van het P.M.S.-centrum, indien de ouders daartoe toestemming verlenen aan het centrum;
- eventueel het advies van de leerkrachten van het vijfde leerjaar.

Art. 5. De klasseraad of het leraarskorps beslist bij gewone meerderheid van stemmen over de toekenning van het bekwaamheidsdiploma. Bij staking van stemmen wordt het bekwaamheidsdiploma toegekend.

Art. 6. De beslissingen van de klasseraad of van het leraarskorps worden opgetekend in een proces-verbaal dat ondertekend wordt door het inrichtingshoofd en twee leden van de klasseraad of het leraarskorps.

In geval van niet-toekenning van het bekwaamheidsdiploma, dient deze beslissing te worden gemotiveerd. Deze motivering wordt opgetekend in het proces-verbaal.

Art. 7. Behoudens in geval van overmacht, zit het inrichtingshoofd de in artikel 3 bedoelde vergaderingen voor.

Art. 8. Leerlingen aan wie het bekwaamheidsdiploma niet werd toegekend, kunnen niet een tweede maal beoordeeld worden door de klasseraad of het leraarskorps.

Onverminderd het bepaalde in artikel 9, kunnen zij het bekwaamheidsdiploma behalen bij de examencommissie van de Staat van het hoger secundair onderwijs, volgens de regels bepaald in hoofdstuk II van dit besluit.

CHAPITRE II. — *Jury d'Etat*

Art. 9. Toute personne qui, sans posséder un diplôme d'aptitude, est néanmoins porteur, selon le cas, d'un diplôme ou d'un certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur, d'enseignement moyen supérieur ou d'enseignement technique secondaire supérieur, d'un certificat équivalent obtenu devant un jury d'Etat ou d'un diplôme ou certificat étranger déclaré équivalent, peut être admise à l'examen visé à l'article 10.

Art. 10. L'examen organisé par le jury de l'Etat de l'enseignement secondaire supérieur en vue de la délivrance du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, comprend deux parties :

1. une dissertation dans la langue de la chambre devant laquelle se présente le récipiendaire, complétée éventuellement par une conversation portant sur le sujet de la dissertation;

2. une interrogation orale, au choix du candidat, sur une matière ou un groupe de matières comportant au moins trois périodes hebdomadaires dans la sixième année d'études de l'enseignement secondaire, à l'exclusion de la religion et de la morale non confessionnelle, de l'économie professionnelle, de l'éducation physique et du sport, de la sténo-dactylographie, des branches d'expression, de la pratique professionnelle, des laboratoires et des stages.

Lorsque le candidat n'est pas en mesure de présenter un horaire hebdomadaire de la sixième année d'études de l'enseignement secondaire, le président du jury détermine en se basant sur le certificat ou le diplôme produit par la candidat, sur quelle matière ou sur quel groupe de matières de son choix celui-ci sera interrogé.

Art. 11. Le niveau exigé des connaissances des matières présentées est celui de la sixième année d'études de l'enseignement secondaire.

Art. 12. § 1er. Les candidats mentionnent au moment de leur inscription à l'épreuve la matière choisie ou le groupe de matières choisi.

§ 2. Les candidats qui choisissent la langue de la dissertation, ou la deuxième ou la troisième ou la quatrième langue, ou une langue ancienne, mentionnent, en outre, deux auteurs de la langue choisie dont ils présenteront chaque fois un texte suivi sur lequel portera l'interrogation.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 13. Dans l'arrêté royal du 30 juillet 1976 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, l'article 49, § 1er, 3^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o du diplôme d'aptitude visé à l'article 47, § 3, 2^o, les récipiendaires sont interrogés de la manière prévue par la réglementation relative à l'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur ».

Art. 14. § 1er. Le chapitre 1er de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant certaines modalités d'organisation et déterminant les matières de l'examen de maturité organisé dans les établissements d'enseignement secondaire supérieur et par le jury d'Etat, dont le texte néerlandais a été modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 1977, est abrogé au 1er septembre 1985.

§ 2. Les chapitres II et III du même arrêté royal sont abrogés au 1er janvier 1987.

Art. 15. Sans préjudice de l'article 14, le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1985, à l'exception des articles 9, 10, 11 et 12, qui entrent en vigueur le 1er juin 1987.

Art. 16. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

HOOFDSTUK II. — *Examencommissie van de Staat*

Art. 9. Hij die niet in het bezit is van een bekwaamheidsdiploma, doch houder is van een vroeger uitgereikt en gehomologeerd, al naar het geval, diploma of getuigschrift van hoger secundair, hoger middelbaar of hoger secundair technisch onderwijs, van een daarmee gelijkwaardig getuigschrift behaald voor een examencommissie van de Staat of van een gelijkwaardig verklaard buitenlands diploma of getuigschrift, kan worden toegelaten tot het examen bedoeld in artikel 10.

Art. 10. Het examen dat door de examencommissie van de Staat voor het hoger secundair onderwijs wordt ingericht met het oog op het afleveren van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, bestaat uit twee delen :

1. een verhandeling in de taal van de kamer waar de kandidaat zich aanbiedt, eventueel aangevuld met een gesprek over het onderwerp van de verhandeling;

2. een mondelinge ondervraging over, naar keuze van de kandidaat, een vak of vakkengroep, ten minste drie wekelijkse lestijden omvattend in het zesde leerjaar van het secundair onderwijs, met uitsluiting van de godsdienst en de niet-confessionele zedenleer, de beroepseconomie, de lichamelijke opvoeding en de sport, de stenografie, de expressievakken, beroepspraktijk, laboratoria en stages.

Wanneer de kandidaat geen wekelijkse lessenrooster van het zesde leerjaar secundair onderwijs kan voorleggen, beslist de voorzitter van de examencommissie, op grond van het door de kandidaat voorgelegde getuigschrift of diploma, over welk door hem gekozen vak of over welke door hem gekozen vakkengroep hij zal ondervraagd worden.

Art. 11. Het vereiste peil van de kennis van de afgelegde vakken is dit van het zesde leerjaar van het secundair onderwijs.

Art. 12. § 1. Bij hun inschrijving voor het examen vermelden de kandidaten het gekozen vak of de gekozen vakkengroep.

§ 2. De kandidaten die opteren voor de taal van de verhandeling, of de tweede, of de derde of de vierde taal, of een oude taal, vermelden bovendien twee schrijvers in de gekozen taal, van wie zij telkens één doorlopende tekst zullen voorleggen waarop de ondervraging betrekking zal hebben.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 13. In het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs wordt artikel 49, § 1, 3^o, vervangen door de volgende bepaling :

« 3^o het bekwaamheidsdiploma bedoeld in artikel 47, § 3, 2^o, worden de examinandi ondervraagd op de wijze bepaald in de reglementering betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs ».

Art. 14. § 1. Hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van sommige inrichtingsmodaliteiten en tot bepaling van de vakken voor het maturiteitsexamen ingericht in de inrichtingen van hoger secundair onderwijs en door de examencommissie van de Staat, waarvan de Nederlandse tekst gewijzigd werd bij koninklijk besluit van 14 december 1977, wordt opgeheven op 1 september 1985.

§ 2. Hoofdstukken II en III van hetzelfde koninklijk besluit worden opgeheven op 1 januari 1987.

Art. 15. Onverminderd het bepaalde van artikel 14, heeft dit besluit uitwerking met ingang van 1 september 1985, met uitzondering van de artikelen 9, 10, 11 en 12, die in werking treden op 1 juni 1987.

Art. 16. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE